

Résumé

Une reprise de plus en plus résiliente se confirme en Europe, confortée par l'augmentation progressive des taux de vaccination et de la mobilité. Les politiques macroéconomiques très accommodantes et les dispositifs de soutien face à la COVID-19 ont jeté les bases de la reprise en contribuant à préserver les relations de travail et à protéger les bilans du secteur privé. Cependant, l'incertitude reste élevée, notamment en raison du risque de nouvelles vagues d'infection et de nouveaux variants du virus alors que les taux de vaccination varient d'un pays à l'autre. Il est donc impératif de continuer d'intensifier les campagnes de vaccination, notamment dans les pays émergents européens, et de soutenir fermement les efforts internationaux visant à accélérer l'accès aux vaccins dans le monde.

En 2021, la croissance en Europe devrait être de 5,2 % dans les pays avancés et de 6 % dans les pays émergents, soit respectivement 0,3 et 1,1 point de pourcentage de plus que dans la mise à jour de juillet 2021 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Dans le chapitre 1, il est expliqué que la reprise devrait se consolider en 2022, avec une croissance prévue de 4,4 % dans les pays avancés et de 3,6 % dans les pays émergents, mais que les perspectives risquent d'être révisées à la baisse en raison notamment de possibles mutations virales, de perturbations prolongées de l'approvisionnement et des prix élevés de l'énergie. Les mesures de soutien budgétaire d'une ampleur exceptionnelle qui ont été adoptées en 2020-21 peuvent être réorientées dans l'optique de mieux bâtir l'avenir et réduites pour reconstituer une marge de manœuvre sur le plan budgétaire, tout en continuant d'affermir la reprise. Le chapitre 2 traite du rôle essentiel que les mesures de soutien budgétaire ont joué dans l'atténuation des répercussions économiques de la pandémie. Le retrait de ces mesures devra donc se faire à un rythme soigneusement adapté à l'évolution de la situation dans chaque pays et éviter de compromettre la dynamique de la reprise. En règle générale, la politique monétaire devrait rester très accommodante au fur et à mesure du retrait des mesures de soutien budgétaire, étant donné que peu de signes d'inflation se traduisent par des pressions généralisées sur les salaires. Toutefois, dans certains pays émergents d'Europe où l'activité est forte et les anticipations d'inflation en hausse, un resserrement progressif de la politique monétaire se justifie.

Le chapitre 3 présente, au-delà de la pandémie, une analyse des effets inégaux de la crise sur une réaffectation notable de la main-d'œuvre en Europe à moyen terme. Les politiques publiques devront de plus en plus accompagner les transformations structurelles. À cet effet, des incitations temporaires à l'investissement et des subventions à l'embauche peuvent venir compléter les politiques structurelles, notamment celles relatives au marché du travail et à l'éducation, afin d'améliorer les compétences des travailleurs et de leur permettre de retrouver rapidement un emploi. Il faudra adapter les dispositifs de protection sociale et les institutions du marché du travail à l'évolution de ce dernier, notamment par l'accélération de l'automatisation, qui, sinon, pourrait accroître les inégalités et compromettre la cohésion sociale. Les dirigeants devront également relever d'autres défis : stimuler la croissance de la productivité, s'attaquer aux problèmes posés par le vieillissement de la population et combler les lacunes en matière d'infrastructures écologiques et numériques.